

Environnement économique

Faits marquants en 2008 - 2009

- Récession économique mondiale au quatrième trimestre 2008
- Le commerce mondial diffuse la crise économique dans tous les pays
- Chute des prix des matières premières et forte dépréciation de l'euro au second semestre
- Brutale contraction de la production industrielle au quatrième trimestre 2008 et au premier trimestre 2009
- Plans publics de soutien massif à l'industrie automobile
- Redressement au deuxième trimestre 2009

En 2008, l'économie mondiale a été confrontée à une crise d'une exceptionnelle gravité. D'abord financière et localisée aux États-Unis, elle s'est transformée, avec le commerce mondial, en une crise économique internationale. La production industrielle, au cœur des échanges internationaux, a été particulièrement affectée : au quatrième trimestre 2008 puis au premier trimestre 2009, elle s'est effondrée dans la plupart des économies avancées. L'impact en termes d'emploi a été massif. En France, entre mi-2008 et mi-2009, près de 150 000 emplois directs ont disparu dans l'industrie manufacturière, auxquels il faut ajouter la perte de plus de 100 000 emplois intérimaires.

Croissance économique mondiale : coup de frein en 2008

Après quatre années de croissance dynamique, l'activité économique mondiale a brutalement ralenti en 2008 : le taux de croissance du PIB par rapport à 2007 est revenu à 3,0 % après 5,2 % en 2007 (tableau 1). Ce taux est, en outre, largement dû à la croissance économique des pays émergents, notamment de la Chine. En effet, alors qu'ils ne réalisent que 40% du PIB mondial, les pays situés hors de la « zone OCDE » ont contribué pour deux tiers à la croissance mondiale en 2008. Plus précisément, le PIB n'a augmenté que de 0,6% dans les pays de l'OCDE alors que sa croissance a été bien plus soutenue dans les principaux pays émergents, notamment dans les « BRIC » : Brésil (+5,1 %), Russie (+ 5,6 %), Inde (+ 7,3 %) et Chine (+ 9,0 %).

1. La croissance annuelle des PIB dans le monde

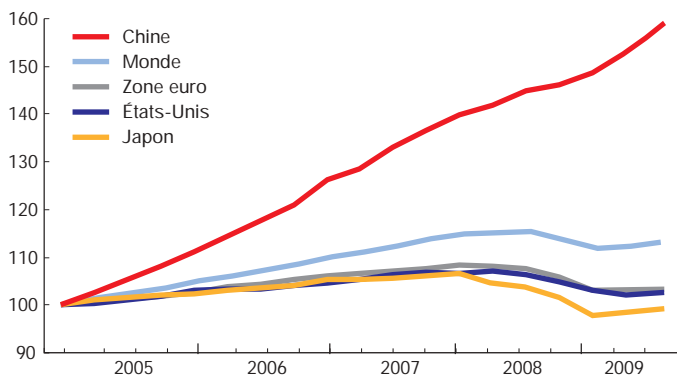
Pays ou zone	Taux de croissance 2007	Taux de croissance 2008
Monde	5,2	3,0
Zone OCDE	2,7	0,6
États-Unis	2,1	0,4
Japon	2,3	-0,7
Union européenne	3,1	1,0
Royaume-Uni	2,6	0,7
Zone euro	2,7	0,7
Allemagne	2,5	1,2
France	2,3	0,3
Italie	1,6	-1,0
Espagne	3,6	0,9
BRIC	10,5	7,7
Brésil	5,7	5,1
Russie	8,1	5,6
Inde	9,4	7,3
Chine	13,0	9,0

Source : FMI, octobre 2009.

Ce ralentissement de la croissance économique mondiale en 2008 résulte d'un retournement de l'activité en milieu d'année : au dynamisme du premier semestre a succédé un recul de l'activité au second. La chute a été générale et particulièrement brutale au quatrième trimestre (graphique 2). Fin 2008 et au premier trimestre 2009 la plupart des économies avancées étaient en récession.

2. Le PIB des grandes économies mondiales

Indices, base 100 au 1^{er} trimestre 2005, données CVS



Sources : OCDE et Coe-Rexecode.

La crise financière, déclenchée mi-2007, s'est transformée fin 2008 en crise économique mondiale

La crise financière s'est déclenchée aux États-Unis au cours de l'été 2007 sur le marché des « subprimes », crédits immobiliers à risque. Elle s'est ensuite étendue progressivement à l'ensemble des marchés financiers. Cette crise résulte largement du manque d'appréciation de la fragilité croissante du mode de financement de l'économie, fragilité liée à la complexité grandissante de ce mode de financement. Institutions financières et investisseurs étaient restés confiants en une croissance économique apparemment vertueuse avec une faible inflation. La crise financière s'est ensuite transmise à l'économie réelle. Elle a d'abord suscité une crise de confiance de l'ensemble des agents économiques : méfiance des banques entre elles et accroissement de l'épargne de précaution des ménages par crainte du chômage. Ensuite, l'accès au crédit est devenu plus difficile : face à un risque de défaut accru, les prêteurs ont fortement augmenté le coût du crédit, refusant des prêts à certains emprunteurs. Cette restriction de crédit a eu un impact particulièrement négatif sur l'investissement des ménages et des entreprises. Enfin, la baisse de demande induite par la baisse de confiance généralisée et la restriction de crédit a entraîné une contraction du commerce mondial, propageant la crise à l'ensemble de l'économie mondiale.

Encadré 1 : Aux États-Unis, la consommation des ménages a pâti des dépréciations de patrimoine dès le troisième trimestre 2008

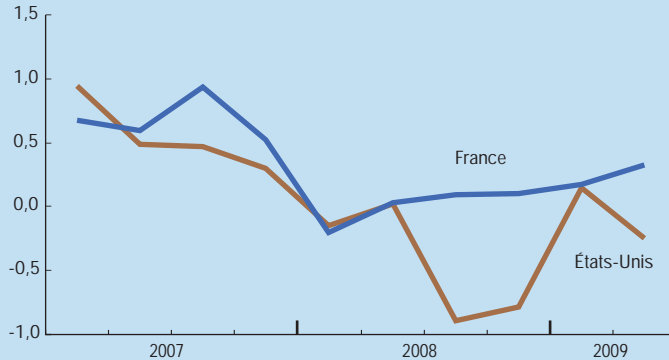
Le patrimoine des ménages américains s'est fortement dévalorisé - une baisse de 10 % en rythme annuel - entre le troisième trimestre 2007 et le troisième trimestre 2008. Cette « perte de richesse » a réduit la capacité des ménages américains à emprunter et a fortement pesé sur leur consommation à partir du premier trimestre 2008 (graphique 3).

Devant la gravité de la situation, le gouvernement américain a mis en œuvre des réductions d'impôt afin de soutenir le revenu des ménages. De fait, au premier semestre 2008, « l'effet de richesse » négatif a été partiellement compensé par une hausse du revenu disponible des

ménages. Mais, au troisième trimestre, la consommation américaine a de nouveau fortement baissé. Cette baisse est imputable à de nouveaux facteurs : restrictions dans l'octroi de crédits à la consommation, dégradation de la confiance face à la montée du chômage. Cette baisse de la consommation des ménages s'est également produite au Royaume-Uni, en Espagne et, à un degré moindre, dans d'autres pays d'Europe.

3. Évolution de la consommation des ménages en volume aux États-Unis et en France

en %



Source : Insee, Note de conjoncture de mars 2009.

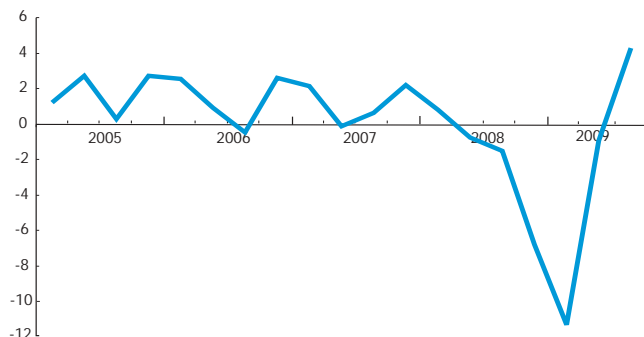
En France, la consommation des ménages (55% du PIB) a, au contraire des États-Unis, continué de progresser en 2008 et au premier trimestre 2009. En effet, la consommation française est beaucoup moins sensible aux variations de patrimoine que la consommation américaine, espagnole ou britannique et, en France, la dépréciation du patrimoine des ménages a été nettement plus limitée. En outre, la baisse des prix du pétrole, jointe à celle des prix des matières premières (encadré 2), a entraîné un recul des prix des consommations intermédiaires qui s'est diffusé à l'ensemble de la chaîne de production. Ainsi, les prix à la consommation ont fortement décéléré et ont même reculé (- 0,3 % en mai 2009 en France en glissement annuel), situation inédite depuis 1957. L'augmentation induite de pouvoir d'achat des ménages explique également la résistance de la consommation des ménages en France.

Le commerce mondial a contribué à la diffusion de la crise économique dans tous les pays

Une contraction brutale des échanges mondiaux - bien plus forte que celle du PIB - s'est produite au quatrième trimestre 2008 et plus encore au premier trimestre 2009 (graphiques 4 et 5). En effet, la forte baisse de l'investissement et dans une moindre mesure, des stocks des entreprises, ainsi que celle de la consommation des ménages aux États-Unis (encadré 1) a provoqué une contraction des importations vers le marché américain, le plus important marché mondial. Un fort recul des importations s'est également produit au Royaume-Uni et en Espagne, dont les économies ont été elles aussi fortement affectées par la crise immobilière et financière. La baisse des importations américaines, britanniques et espagnoles a réduit les exportations, donc l'activité de leurs partenaires commerciaux. Les importations de ces derniers ont donc diminué à leur tour, affectant les débouchés des autres pays et alimentant une spirale baissière. Ce repli tout à fait exceptionnel du commerce mondial constitue la plus forte baisse enregistrée au cours des quarante dernières années.

4. Évolution du commerce mondial

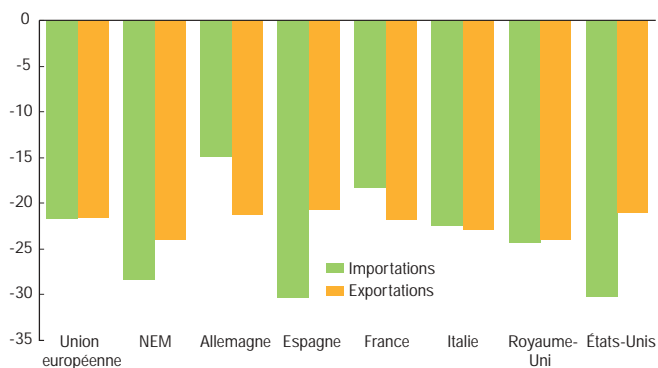
Variations trimestrielles des importations mondiales, en %



Source : Centraal Planbureau (Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis).

5. Évolution des échanges extérieurs entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009

%



Note : données CVS en valeur exprimée en euros.

Champ : produits agricoles, produits manufacturés y compris IAA et produits de l'énergie.

Sources : Eurostat, US census bureau.

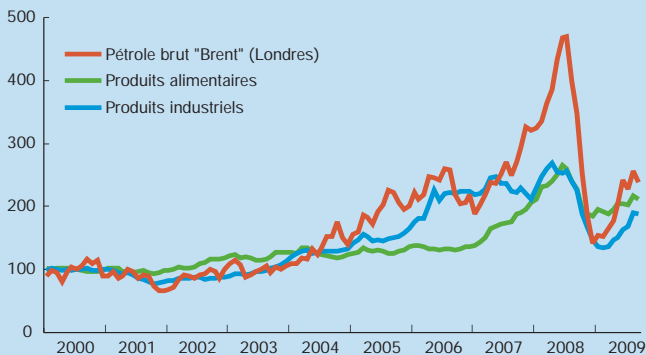
Les pays les plus touchés par la contraction du commerce international sont, de loin, l'Allemagne et le Japon, du fait de la contribution prépondérante des exportations à leur croissance économique. Ainsi, en Allemagne, la part des exportations dans le PIB - près de 50 % - est le double de ce qu'elle est en France. En outre, les exportations allemandes sont constituées, en grande partie, de biens d'investissement, dont la demande mondiale a particulièrement diminué du fait des restrictions de crédit liées à la crise financière. Les exportations japonaises ont, quant à elles, été frappées de plein fouet par la chute des importations chinoises à partir du quatrième trimestre 2008. Ainsi, entre le troisième trimestre 2008 et le premier trimestre 2009, le PIB a reculé de 6,0 % en Allemagne et de 7,2 % au Japon, alors que le PIB français ne diminuait « que » de 2,7 %.

Encadré 2 : Chute brutale des prix des matières premières au second semestre 2008

La croissance soutenue de l'économie mondiale entre 2003 et 2007 a induit une accélération de la demande de matières premières, notamment de produits pétroliers, de minerais et de métaux. Non anticipée par les opérateurs, elle a créé des situations de pénurie et provoqué l'envolée des prix (graphique 6). Celle-ci a été avivée par les perspectives de croissance de besoins en matières premières qui ont attiré les investisseurs et favorisé la spéculation. Ainsi, le prix du baril de pétrole brut, en vive hausse tout au long de l'année 2007, a poursuivi son envolée pour atteindre un sommet à 140 dollars en juillet 2008. De même, le prix du nickel a dépassé 50 000 dollars la tonne début 2008 contre 10 000 dollars en 2003 ; le cuivre a frôlé les 9 000 dollars la tonne mi-2008 alors qu'en 2003 son prix évoluait autour de 2 000 dollars la tonne. L'aluminium a, lui aussi, atteint des sommets au cours de l'été 2008.

6. Cours des matières premières et du pétrole brut «Brent» (Londres)

Indices, base 100 en 2000



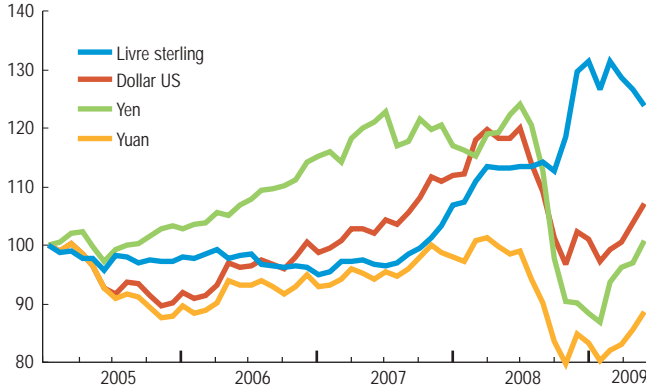
Note : prix en devises - Pétrole : prix en dollars US par baril.
Source : Insee.

Mais, au second semestre 2008, la crise économique mondiale a touché directement les principaux clients du secteur des matières premières, en particulier minérales : l'aéronautique, l'automobile, la construction navale, les biens d'équipement. Malgré les mesures destinées à limiter l'offre de matières premières par des arrêts de production, les marchés sont passés d'une situation de pénurie à une situation excédentaire, ce qui s'est traduit par un effondrement des prix. À titre d'exemple, le prix du cuivre est revenu de 9 000 à 3 000 dollars la tonne entre mars et décembre 2008, soit une baisse de 67 % en neuf mois. Le cours du baril de Brent est, quant à lui, retombé à 35 dollars le baril en décembre 2008.

Les exportations des économies de la zone euro ont cependant bénéficié du retournement des taux de change à la mi-2008 (graphique 7). L'euro, qui n'avait cessé de s'apprécier depuis plusieurs années, aussi bien par rapport au dollar qu'au yen et au yuan, a atteint des sommets au cours de l'été 2008. Ensuite, le cours de la monnaie européenne s'est brutalement replié, perdant en un semestre 20 % ou plus par rapport à ces monnaies.

7. Taux de change nominal des principales monnaies par rapport à l'euro

Indices, base 100 au premier trimestre 2005



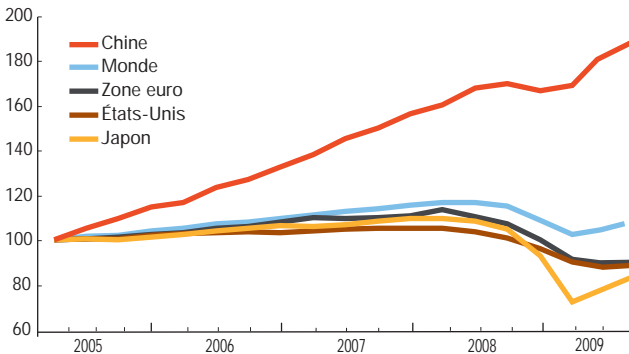
Source : Banque centrale européenne.

La production industrielle s'est fortement contractée fin 2008

La chute de la demande mondiale a particulièrement touché la production industrielle : les produits industriels représentent en effet plus des trois quarts des biens et services échangés dans le monde. Aux États-Unis, la production industrielle a baissé dès le quatrième trimestre 2007 puis tout au long de l'année 2008 (graphique 8a). Cette baisse s'est progressivement généralisée à l'ensemble des pays industrialisés : Japon et Espagne dès le premier trimestre 2008, Union européenne dans son ensemble au deuxième trimestre (graphique 8b), pays émergents au quatrième trimestre. La chute de la production industrielle a été particulièrement brutale au quatrième trimestre 2008 : - 4,9 % aux États-Unis, - 6,8 % dans la zone euro, - 11,3 % au Japon. Seule la Chine limite le recul (-1,7 %).

8a. La production manufacturière dans les grandes zones économiques mondiales

Indices, base 100 au premier trimestre 2005, données CVS

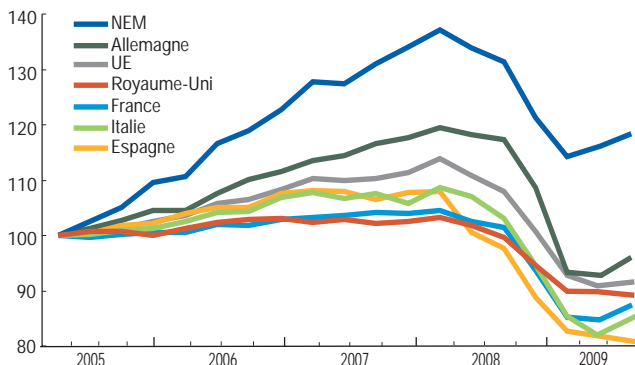


Champ : industrie manufacturière y compris IAA, hors énergie.

Sources : OCDE et COE-Rexecode.

8b. La production manufacturière dans l'Union européenne

Indices, base 100 au premier trimestre 2005, données CVS



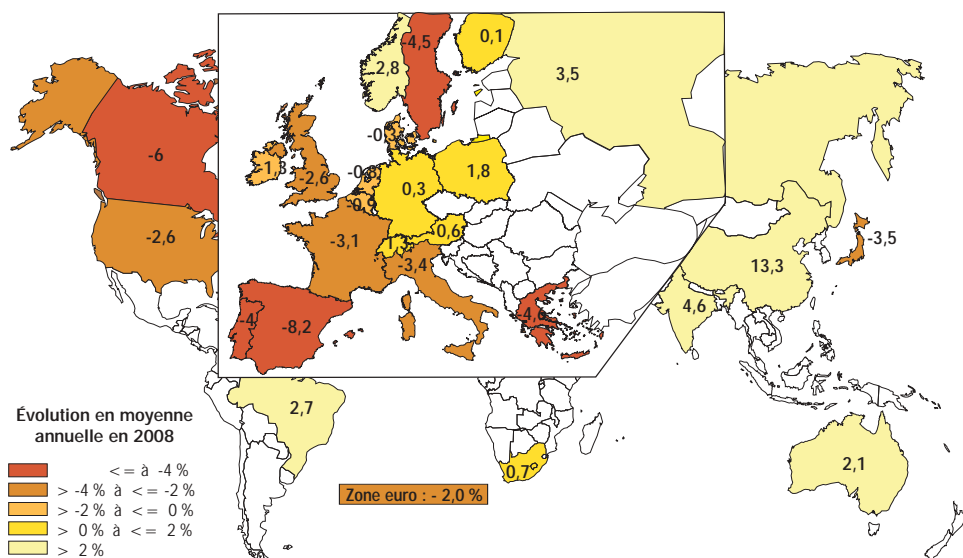
Champ : industrie manufacturière y compris IAA, hors énergie.

Source : Eurostat.

Dans les pays plus tardivement touchés par la crise, la production industrielle a tout de même crû sur l'ensemble de l'année 2008 en moyenne annuelle (graphique 9). Il en est ainsi de l'Allemagne (+ 0,3 %), des nouveaux États membres de l'Union européenne (+ 0,1 %), de la Chine (+ 13,3 %) et des principaux pays émergents. Ailleurs, la production industrielle s'est nettement repliée en moyenne annuelle : Royaume-Uni et États-Unis (- 2,6 %), France (- 3,1 %), Italie (- 3,4 %), Japon (- 3,5 %), Espagne (- 8,2 %).

9. L'évolution de la production manufacturière dans le monde en 2008

Évolution en %, en moyenne annuelle



Note : regroupements par MIG (Main Industrial Groupings) de l'industrie (hors énergie). Les IAA sont incluses dans les biens de consommation.
Champ : production manufacturière y compris IAA.

Sources : Eurostat pour les pays européens, OCDE pour les autres pays.

La baisse de la production industrielle mondiale s'est accentuée au premier trimestre 2009. Spectaculaire en Allemagne (- 14,1 %) et au Japon (- 22,2 %), tant l'activité industrielle y est fortement dépendante des exportations, elle a également été plus importante aux États-Unis (- 6,0 %) et dans la zone euro (- 8,5 %), dont le recul reflète pour une part celui de la production industrielle allemande. Seule la Chine a retrouvé une légère croissance (+ 1,3 %) grâce au plan de relance national.

Dans ce contexte, les prix des matières premières et de l'énergie ont chuté au second semestre 2008, revenant à leur niveau de 2004, début de la longue tendance haussière (encadré 2).

La crise mondiale de l'automobile a fortement contribué au recul de la production industrielle

La crise mondiale de l'automobile s'est développée dès le début de l'année 2008. Elle a contribué au recul de la production industrielle dans le monde, aussi bien par ses effets directs qu'indirects sur l'amont de la filière. La chute de la production automobile mondiale en 2008 répond à la forte contraction de la demande, apparue aux États-Unis dès le premier trimestre. Sur l'ensemble de l'année 2008, les immatriculations ont baissé de 35 % aux États-Unis, de 17 % en zone euro et de 14 % au Japon. Cette baisse de la demande mondiale a pesé sur l'activité du secteur automobile dans l'ensemble des pays producteurs : la production a reculé dès le premier semestre 2008 aux États-Unis alors que la baisse était beaucoup plus modérée en Europe et au Japon. Ensuite, sous l'effet d'un fort mouvement de déstockage et de la chute des exportations, la production automobile s'est contractée au quatrième trimestre 2008 : de 16 % aux États-Unis, 17 % en Allemagne, 18 % au Japon, 21 % en Italie et 30 % en France et en Espagne. Dans ce contexte, des plans publics de soutien massif à la filière ont été mis en place (encadré 3).

Encadré 3 : Le « Pacte automobile » français

À l'issue d'une année 2008 catastrophique pour l'industrie automobile mondiale, des plans de soutien gouvernementaux étaient inévitables. Aux États-Unis, les « Big Three » (General Motors, Ford et Chrysler) ont obtenu d'importantes aides de l'État. En France, l'industrie automobile s'est trouvée confrontée à une triple crise :

- du crédit, les constructeurs ayant des difficultés à accéder aux liquidités nécessaires pour financer leurs outils industriels, leurs stocks et leurs filiales bancaires ;
- industrielle, avec une surcapacité structurelle de production ;
- de la demande, les clients repoussant leur achat dans le contexte de la crise.

Par ailleurs, les modes de consommation ont fortement évolué vers des véhicules plus petits, plus propres et plus sûrs.

Le 28 février 2009, la Commission européenne a donné son accord pour la mise en œuvre du « Pacte automobile » français. Concrétisé dans le collectif budgétaire du 4 mars 2009, ce plan a pour objectif d'assurer l'avenir d'un secteur stratégique compte tenu de son effet d'entraînement sur l'économie et l'emploi. Destiné à l'ensemble de la filière automobile, il prévoit un ensemble de mesures visant essentiellement à assurer le financement de la filière :

1. Des prêts participatifs aux constructeurs automobiles, pour un montant de 6,5 milliards d'euros, destinés à financer de grands programmes de développement de véhicules plus propres.
2. Le doublement des prêts de la Société de Financement de l'Économie Française¹ aux banques internes des constructeurs automobiles PSA et Renault. Cette mesure vise à maintenir une offre de prêts bon marché pour que les ménages puissent continuer à acheter des véhicules. C'est un soutien au marché automobile complémentaire à la prime à la casse et au maintien du bonus-malus (encadré 4).

3. La mise en place d'un fonds de garantie pour les prêts octroyés aux équipementiers et aux sous-traitants. Ce fonds est destiné à permettre aux sous-traitants de continuer à fonctionner et à investir.

4. Le doublement du fonds de modernisation des équipementiers afin de renforcer les fonds propres des entreprises stratégiques de la filière automobile. En parallèle, un plan d'action de 15 millions d'euros est lancé par l'État pour améliorer les performances opérationnelles et la diffusion du « lean management » dans l'ensemble de la filière automobile.

5. Une meilleure prise en charge du chômage partiel par l'État, avec une augmentation de 1,50 à 1,75 euro par heure chômée pendant trois mois renouvelables en contrepartie du maintien des emplois concernés.

En contrepartie :

- les prêts accordés sont participatifs : si les résultats des constructeurs s'améliorent, le taux augmentera et l'État sera d'autant mieux rémunéré de son aide ;
- les constructeurs ont pris des engagements fermes en matière d'emploi : pas de plans sociaux en 2009, maintien des activités de recherche et développement.

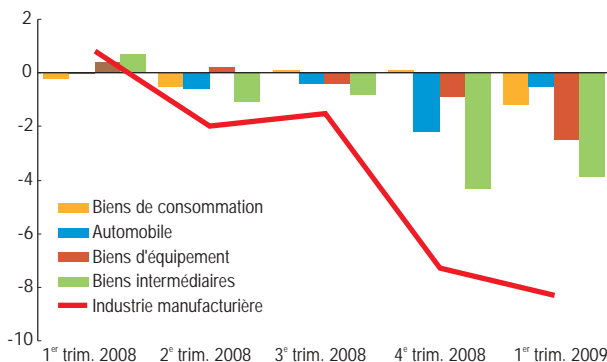
¹Dans le cadre du Plan français pour assurer le financement de l'économie et restaurer la confiance, le gouvernement a créé le 17 octobre 2008 la Société de Financement de l'Économie Française (SFEF) pour inciter les banques à se prêter mutuellement de l'argent. La SFEF est une société de droit privé dont l'actionnariat se décompose de la manière suivante : 34 % souscrit par l'État français et 66 % souscrit par un groupe de sept banques (Banques Populaires, BNP Paribas, Caisses d'Épargne, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, HSBC France et Société Générale), chacune détenant 9,43 % du capital.

L'industrie française n'a pas été épargnée par la crise

En France, l'industrie manufacturière n'a pas été épargnée par la crise économique. En recul depuis le printemps 2008, la production manufacturière a chuté très fortement au quatrième trimestre (- 7,3 %). L'ampleur de ce recul est exceptionnelle : il faut remonter à 1993 ou à 1973 pour observer des replis comparables. Au premier trimestre 2009, la baisse de la production industrielle s'est intensifiée (- 8,3 %), notamment dans les biens d'investissement (- 9,1% après - 3,3 %, hors automobile) et les biens de consommation (- 4,1 % après + 0,5 %). Dans les biens intermédiaires, le recul est d'ampleur comparable sur les deux trimestres (- 10,8 % après - 11,5 %). Dans l'industrie automobile en revanche, la baisse, quoique très importante, est de moindre ampleur au premier trimestre 2009 (- 9,1 % après près de - 30 %).

10. Contributions des grandes branches à la production manufacturière française

En % pour la production de l'industrie manufacturière, en points de pourcentage pour les sous-secteurs industriels



Source : Insee, indices de la production industrielle (IPI), calcul DGCS.

Encadré 4 : Le « bonus écologique » et la « prime à la casse »

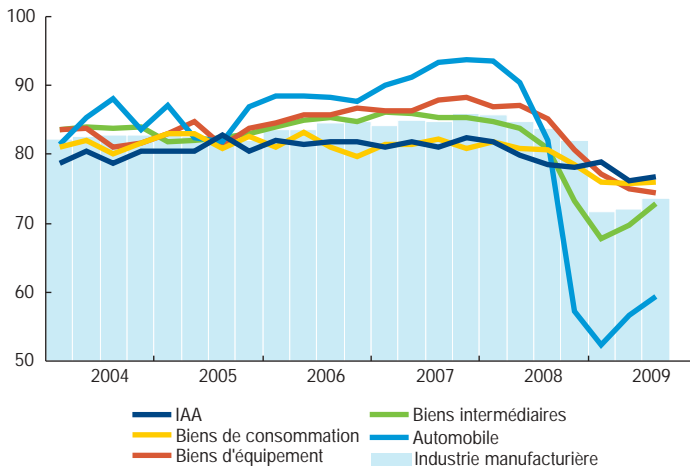
Depuis décembre 2007, l'acquéreur d'un véhicule automobile qui émet moins de 130 grammes de CO₂ par kilomètre bénéficie d'une réduction de prix, financée par l'État, allant de 200 euros, pour moins de 130 g CO₂/km, à 1 000 euros pour moins de 100 g CO₂/km et même 5 000 euros pour moins de 60 g CO₂/km. En outre, jusqu'en fin 2008, si cet achat s'accompagnait de la mise à la casse d'une voiture vieille de plus de quinze ans, un « super bonus » de 300 euros était octroyé. La prime à la casse, mise en place par le gouvernement le 4 décembre 2008, se substitue à ce « super bonus ». D'un montant de 1 000 euros, elle est acquise dès lors que le véhicule mis au rebut a plus de dix ans. Certains constructeurs ont, en outre, décidé d'accroître le montant de la prime à la casse et/ou de l'élargir au cas de véhicules mis au rebut de moins de 10 ans.

Le déstockage, résultant de la faiblesse de la demande anticipée par les industriels, expliquerait environ un tiers de la baisse de l'activité manufacturière au quatrième trimestre 2008 comme au premier trimestre 2009. La contraction des échanges extérieurs a affecté toutes les grandes branches industrielles. La chute des exportations s'est accentuée (- 8,1 % au premier trimestre 2009, après - 5,3 % au dernier trimestre 2008) tandis que celle des importations s'atténuait (- 3,5 %, après - 6,1 %). Ainsi, le déficit manufacturier s'est alourdi fortement (- 8,6 milliards d'euros au premier trimestre 2009 après - 6,0 milliards d'euros au quatrième trimestre 2008).

Dans ce contexte, le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie a atteint le niveau historiquement bas de 72 % au premier trimestre 2009 (graphique 11).

11. Taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie

%

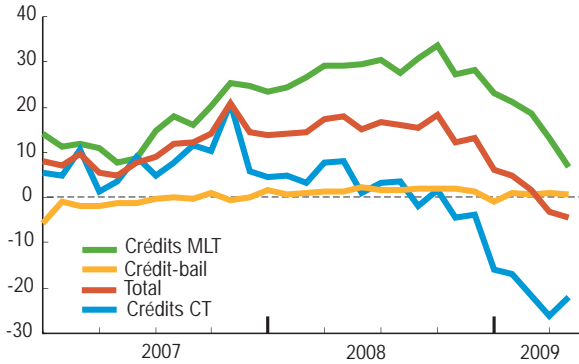


Source : Insee - Enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie.

Simultanément, les conditions de financement sont devenues plus difficiles pour les entreprises, particulièrement pour les PME. Le montant des prêts bancaires qui leur sont accordés a ralenti au dernier trimestre 2008, puis a diminué à partir de janvier 2009. A la mi-2009, les crédits à court terme avaient reculé de plus de 20 % en glissement annuel (graphique 12).

12. Évolution des crédits octroyés à la filière de l'industrie manufacturière* selon leur nature

Glissement annuel, en %



* voir fiche 6.2.

Source : Banque de France - Direction des Entreprises Juillet 2009.

Face à cette situation, même si elle est à relier à la forte contraction de l'activité à compter du dernier trimestre de 2008, la crainte d'une asphyxie des PME et la menace pour l'investissement des entreprises industrielles ont conduit à la mise en place d'un « médiateur du crédit », destiné à aider les entreprises dans leurs négociations avec leurs banques.

Le paroxysme de la crise économique mondiale atteint au premier trimestre 2009 ?

Le paroxysme de la crise économique mondiale pourrait avoir été atteint au premier trimestre 2009. En effet, au deuxième trimestre, l'activité s'est quasiment stabilisée dans les économies avancées (- 0,1 % pour le PIB de la zone OCDE par rapport au premier trimestre). En France, comme en Allemagne, elle s'est même inscrite en légère hausse (+ 0,3 %).

La production industrielle mondiale s'est redressée, notamment dans les pays d'Asie : + 8,2 % en Chine et + 8,3 % au Japon, par rapport au premier trimestre 2009. Il en est de même, à un degré moindre, dans les pays émergents et les nouveaux états membres de l'Union européenne. Aux États-Unis (- 2,7 %) et dans la zone euro (- 2,3 %) la production industrielle a encore baissé mais moins fortement. Elle s'est stabilisée au Royaume-Uni (+ 0,0 %) et en Allemagne (+ 0,5 %). En France, la production industrielle s'est légèrement redressée au deuxième trimestre 2009 (+ 0,4 %) après quatre trimestres de baisse. Elle s'est stabilisée dans les grands secteurs, rebondissant même dans l'automobile (+ 14,5 %) avec la fin du déstockage massif et la reprise du marché français dynamisé par la prime à la casse. Le repli de l'activité des biens d'équipement s'est arrêté (- 0,6 %), le secteur des matériels de transports renouant avec la croissance. La production des biens intermédiaires s'est également stabilisée (+ 0,1 %) après deux trimestres de forte baisse. Le recul de la production des biens de consommation s'est modéré (- 1,5 %), l'industrie pharmaceutique retrouvant une légère croissance (+ 1,2 %).

Les économies avancées ont bénéficié du rebond de la demande en provenance des pays émergents, en particulier de la Chine, dont la croissance a été soutenue par le plan de relance. Le commerce mondial s'est ainsi quasiment stabilisé au deuxième trimestre. Il a également bénéficié de l'intensification des échanges de produits de l'industrie automobile, « dopés » par les dispositifs de primes à la casse dans de nombreux pays. L'embellie du commerce mondial a plus particulièrement profité aux économies très exportatrices telles l'Allemagne et plus encore le Japon.

Les données économiques du troisième trimestre 2009 semblent confirmer l'amélioration constatée au deuxième trimestre, avec une progression de 1,2 % du PIB mondial (après + 0,6 % au deuxième trimestre) et un rebond du commerce mondial (+ 4,7 %) après - 0,5 %. La production industrielle est également repartie à la hausse dans plusieurs pays, notamment aux États-Unis (+ 1,8 %), en Allemagne (+ 3,7 %), en Italie (+ 3,3 %) et en France (+ 3,3 %). Par contre, elle a continué de stagner en Espagne et au Royaume-Uni.